Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

# Régie des assurances agricoles du Québec

**Rapport annuel 1990-1991**

Québec

92-02919/

Le contenu de cette publication a été rédigé par la
Régie des assurances agricoles
du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dans le but d'alléger le texte, nous avons utilisé dans cette publication le générique masculin.

Dépôt légal — 4e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-551-14941-X
ISSN : 0714-3249

© Gouvernement du Québec

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec pour la période comprise entre le 1er avril 1990 et le 31 mars 1991.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation,

Yvon Picotte

Québec, décembre 1991

Monsieur Yvon Picotte
Ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q.,c.A-30), j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1991.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Le président et directeur général,

Guy Blanchet

Lévis, décembre 1991

## Table des matières


**Message du président** 9

**Chapitre 1**
**La Régie** 11

1.1 Constitution 11

1.2 Composition 11

1.3 Responsabilité administrative et mandat 11

1.4 Structure et organisation 11

1.4.1 Les ressources humaines 11

1.4.2 Les ressources budgétaires pour l'exercice financier 1990-1991 11

**Chapitre 2**
**Les services et activités de la Régie** 13

2.1 L'assurance-récolte 13

2.1.1 Présentation générale 13

2.1.2 Les conditions agroclimatiques de 1990 13

2.1.3 Législation et règlements 14

2.1.4 Mandats administratifs découlant d'ententes fédérales-provinciales 14

2.2 L'assurance-stabilisation 14

2.2.1 Présentation générale 14

2.2.2 L'économie agricole en 1990 15

2.2.3 Législation et règlements 15

2.2.4 Mandats administratifs découlant d'ententes fédérales-provinciales 16

**Chapitre 3**
**La structure administrative** 17

3.1 La direction générale 17

3.1.1 Le conseil d'administration 17

3.1.2 Le Comité de gestion 17

3.1.3 Le Secrétariat général 17

3.2 Le Service de la gestion des fonds d'assurance 17

3.3 La Direction des services juridiques 17

3.4 La Direction des services à la gestion et aux personnes 18

3.4.1 Le Service aux ressources humaines 18

3.4.2 Le Service du budget, des achats et de la rémunération 18

3.4.3 Le Service des communications 18

3.5 La Direction de l'assurance-récolte 18

3.6 La Direction de l'économie et du développement en assurance-stabilisation 18

3.7 La Direction des ressources informationnelles 19

3.8 La Direction des opérations régionales 19

**Chapitre 4**
**L'émergence d'un projet d'entreprise** 21

4.1 Les cinq axes de développement 21

4.1.1 Une préoccupation centrale : le client 21

4.1.2 Des programmes d'assurance adaptés aux besoins qui évoluent 21

4.1.3 La participation du personnel : une nécessité de gestion 21

4.1.4 Initiatives et pratiques d'innovation 21

4.1.5 Des projets d'équipe dans la construction d'un projet d'entreprise 21

**Chapitre 5**
**États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1991** 23

**Annexe 1**
**Organigramme de la Régie des assurances agricoles du Québec** 33

**Annexe II**
**Variation de l'effectif** 34

**Annexe III**
**Liste des règlements d'assurance-récolte** 35

**Annexe IV**
**Assurance-récolte : statistiques** 37

**Annexe V**
**Liste des règlements d'assurance-stabilisation** 39

**Annexe VI**
**Assurance-stabilisation des revenus agricoles : statistiques** 41

**Annexe VII**
**Liste des bureaux régionaux de la Régie des assurances agricoles du Québec** 42

## Message du président

En 1992, il y aura déjà 25 ans que la Régie des assurances agricoles poursuit son développement en misant sur le dynamisme et l'expérience acquise par son personnel au cours des deux dernières décennies. Pour favoriser une utilisation maximale de son potentiel humain, elle s'est dotée d'une structure administrative fonctionnelle suite aux changements amorcés depuis 1986-1987.

La responsabilisation des personnes et le maillage des compétences permettent de canaliser les efforts de chacun dans un projet d'entreprise visant essentiellement l'amélioration du service à la clientèle.

Dans un contexte mondial où la reformulation des politiques est rendue nécessaire, la Régie s'implique activement à examiner l'ensemble des propositions formulées à tous les niveaux en tenant compte des besoins exprimés par ses clients et par le gouvernement, afin de maintenir et de préserver l'objectif initial de nos programmes d'assurances agricoles.

Grâce à l'implication du personnel, à la complémentarité des compétences qui s'en dégagent et à l'émergence de nouvelles valeurs dans l'organisation du travail, la Régie des assurances agricoles du Québec est en mesure de mieux remplir, durant cette nouvelle décennie, sa mission d'assurer la stabilité financière des entreprises agricoles et conséquemment de soutenir l'économie agricole québécoise.

Le président et directeur général,

Guy Blanchet

# Chapitre 1
# La Régie

## 1.1 Constitution

La Régie des assurances agricoles du Québec est née en 1981, de la fusion de la Régie de l'assurance-récolte, créée en 1967 et de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, mise sur pied en 1975. La Régie est un agent de la Couronne du chef du Québec; elle est une corporation au sens du Code civil et est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation de même que des pouvoirs particuliers que la loi lui confère.

## 1.2 Composition

Selon les termes de la loi, la Régie est composée d'au plus sept membres dont le président et directeur général, deux vice-présidents et directeurs généraux adjoints. Les membres en poste durant l'année financière 1990-1991 étaient les suivants :

| | |
|---|---|
| Président et directeur général | Monsieur Guy Blanchet |
| Vice-président et directeur général adjoint | Monsieur Conrad Bernier |
| Vice-président et directeur général adjoint | Monsieur Norbert Dubé[1] |
| Régisseuse | Madame Loïs Laberge<br>Productrice agricole |
| Régisseur | Monsieur Hermann Mathieu<br>Notaire |
| Régisseur | Monsieur Émilien Michaud<br>Producteur agricole |
| Régisseur | Monsieur Denis Poirier<br>Producteur agricole |

Les membres de la Régie sont assistés dans leurs travaux par le secrétaire général, monsieur Jean-Marc Lafrance.

## 1.3 Responsabilité administrative et mandat

La Régie a la responsabilité administrative de deux lois: la Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., c. A-30) et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., c. A-31). Son rôle s'oriente selon deux axes d'intervention : le premier vise à assurer aux producteurs agricoles un appui financier contre les risques agroclimatiques tels le gel, l'excès de pluie, la sécheresse et les maladies des plantes pouvant survenir en cours d'année. Le second axe vise à soutenir le revenu des producteurs agricoles en période d'instabilité des marchés.

La Régie a été mise en place afin d'assurer la stabilité financière des entreprises agricoles en contrant les pertes significatives de revenus attribuables à des bas prix ou à des phénomènes naturels incontrôlables.

Ainsi, en assurant la pérennité des entreprises, les programmes d'assurance-récolte et les régimes d'assurance-stabilisation favorisent la stabilité de l'économie agricole québécoise. Dans ce contexte, les assurances agricoles se distinguent nettement des autres types d'assurance existant sur le marché par la nature particulière de la protection offerte.

## 1.4 Structure et organisation

Afin d'assurer le meilleur service possible à sa clientèle, la Régie s'est dotée d'une structure administrative se caractérisant par une décentralisation de ses opérations. De plus, afin de pourvoir aux multiples opérations reliées à la gestion des contrats d'assurance agricole, la Régie opère à partir de treize directions régionales qui offrent aux producteurs assurés, l'ensemble des services prescrits par la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

Par ailleurs, les activités reliées au siège social portent sur la gestion des fonds d'assurance, sur la gestion centrale des opérations régionales, sur la gestion des affaires juridiques, sur le secrétariat général de l'organisme, sur la gestion du contenu des programmes et régimes et enfin, assurent le soutien nécessaire dans la gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles. Le chapitre trois présente la structure administrative de la Régie des assurances agricoles du Québec et l'annexe I, son organigramme au 31 mars 1991.

### *1.4.1 Les ressources humaines*

L'effectif de la Régie est de 385 années-personnes dont plus de 250 travaillent dans les différentes directions régionales. L'annexe II présente l'évolution des ressources humaines de la Régie de 1982 à 1990.

### *1.4.2 Les ressources budgétaires pour l'exercice financier 1990-1991*

La Régie dispose d'un budget de fonctionnement de 19 millions de dollars, consacré à l'administration des programmes d'assurances agricoles.

---

1 Monsieur Norbert Dubé a terminé son mandat le 1er février 1991. Son successeur et actuel vice-président et directeur général adjoint est M. Claude Fortin.

De cette somme, 68,7 % est consacrée à l'administration des programmes d'assurance-récolte et 31,3 % à l'assurance-stabilisation. Le chapitre 5 présente les états financiers de la Régie tels que préparés par le Service de la gestion des fonds d'assurance de la Régie et vérifiés par le vérificateur général du Québec pour l'exercice 1990-1991.

Mentionnons que le rapport du vérificateur est une synthèse des conclusions que ce dernier a tirées de la vérification de l'information probante et de la mise en oeuvre des procédés de vérification. Dans son rapport, le vérificateur indique l'étendue de la vérification qu'il a effectuée et exprime une opinion sur les états financiers.

La gestion budgétaire de la Régie est décentralisée pour l'ensemble des postes budgétaires importants. Chaque unité administrative établit ses besoins en matière de ressources humaines, financières et matérielles et justifie l'utilisation de ses ressources sur la base des activités à réaliser. Par ailleurs, chaque gestionnaire est responsable et imputable de l'administration du budget de son unité.

# Chapitre 2
# Les services et activités de la Régie

## 2.1 L'assurance-récolte

### *2.1.1 Présentation générale*

La Loi sur l'assurance-récolte définit l'ensemble des protections offertes aux producteurs agricoles en matière d'assurance-récolte; elle est complétée par dix-neuf règlements qui précisent notamment les modalités contractuelles et opérationnelles relatives aux soixante-six cultures couvertes par l'assurance-récolte. On trouvera à l'annexe III la liste des règlements d'assurance et les récoltes visées par chacun.

L'adhésion aux programmes d'assurance-récolte est facultative. Ainsi, l'assuré doit annuellement remplir une demande d'assurance, satisfaire aux conditions d'admissibilité et payer une cotisation calculée selon la valeur des produits assurés.

Les prix unitaires devant servir à l'établissement de la valeur assurable et, le cas échéant, de l'indemnité, sont basés généralement sur les coûts de production des cultures assurées. Pour leur part, les rendements moyens assurés sont établis à partir de la moyenne des rendements antérieurs des producteurs qui adhèrent aux programmes d'assurance selon un système individuel. Les producteurs qui choisissent les programmes d'assurance-récolte selon le système collectif bénéficient d'une protection basée sur le rendement moyen de production des zones d'assurance. La délimitation des zones d'assurance répond à la fois à des critères comme la nature du sol, la topographie et les conditions climatiques tout en considérant des éléments de géographie humaine.

La tarification des primes fait appel aux principes actuariels utilisés dans le secteur des assurances; la situation particulière de chacun des fonds d'assurance et les taux de perte historique des programmes jouent un rôle prépondérant dans le processus annuel de tarification.

Pour l'année de production 1990, la Régie a souscrit 22 184 contrats d'assurance-récolte. La valeur des bien assurés totalisait plus de 619 millions de dollars. Le fonds d'assurance-récolte, constitué en vue du paiement des indemnités, est alimenté par les cotisations des assurés et les contributions gouvernementales. Ces dernières proviennent du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada, en vertu d'une entente intergouvernementale à long terme et sont égales aux cotisations versées par les assurés. Il y a lieu de préciser qu'en vertu de cette entente, les gouvernements se partagent à part égale les frais administratifs reliés aux programmes d'assurance-récolte.

Au début du présent exercice financier, le fonds était excédentaire de 14 888 120 $. Les primes perçues des assurés et des gouvernements en 1990-1991, ainsi que les intérêts sur les dépôts ont totalisé 49 671 983 $. Comme les indemnités se sont élevées à 29 993 264 $, ceci laisse un surplus au 31 mars 1991 de 34 566 839 $.

On trouvera au chapitre 5, le détail des encaissements de primes pour l'exercice 1990-1991 et à l'annexe IV diverses statistiques portant sur les programmes d'assurance-récolte.

### *2.1.2 Les conditions agroclimatiques de 1990*

L'année de récolte 1990 au Québec a été semblable à celle de 1989 et est caractérisée globalement par une production moyenne sans rendements records. Toutefois, des conditions climatiques défavorables telles que l'excès de pluie, le gel hivernal et printanier, la grêle, les vents violents et la crue des eaux, les maladies des plantes, la sécheresse et la neige hâtive ont endommagé les cultures assurées.

Rappelons d'abord que l'automne 1989 a été plus chaud que la normale et suivi de froid intense en novembre et décembre. Les premiers mois de l'année 1990 ont été caractérisés par du temps doux, l'absence quasi-totale de neige au sol et la succession de périodes de gel et de dégel. Compte tenu de ces conditions défavorables à la survie des cultures vivaces et de celles semées à l'automne, les légumineuses, fraisières, framboisières, pommiers et les céréales d'automne ont subi des dommages, particulièrement dans les régions du sud-ouest du Québec.

Le mois d'avril a été constitué de conditions variables et s'est terminé par une vague de chaleur. Un temps généralement froid ponctué de gelées nocturnes a suivi en mai jusqu'au début de juin. Peu de soleil, des pluies fréquentes et des orages accompagnés de vents, grêle ou de crue des eaux ont caractérisé le mois de juin. Les semis ont été entravés par le temps maussade mais dans l'ensemble, ils se sont terminés dans les délais normaux.

Dans les régions centrales, les pluies printanières ont permis la reconstitution des réserves souterraines et procuré l'humidité suffisante pour la croissance normale du foin. Le gel printanier, le manque de chaleur, de soleil et l'excès de pluie et de vent ont nui au départ des cultures commerciales, fruitières

et maraîchères ainsi qu'à la réalisation de la fenaison. Les régions périphériques ont connu, quant à elles, un début de saison nettement plus sec que la normale. Cette sécheresse a ralenti la croissance végétative et produit une baisse de rendement de la récolte de foin, particulièrement dans la région Bas-Saint-Laurent — Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine.

Les conditions ensoleillées et chaudes sont apparues tardivement vers la mi-juillet et se sont poursuivies tout au long du mois d'août. Elles ont procuré un bénéfique regain de croissance végétative grâce à un meilleur équilibre de chaleur et de pluie. Cette belle séquence estivale a procuré une excellente récolte de bleuets et facilité les opérations de deuxième coupe des fourrages et des récoltes de céréales. Toutefois, des épisodes d'excès d'humidité ou de canicule et le passage d'orages violents ont affecté l'état des récoltes notamment des céréales d'automne, des framboises, des pommes et des légumes de transformation.

L'automne a été caractérisé par le retour à des conditions pluvieuses, humides et fraîches provoquées par la succession de systèmes orageux et de masses d'air froid. Outre une courte période de temps plus clément vers la mi-octobre, il n'y a pas eu de belle période caractéristique de l'été indien. La fréquence élevée de jours de pluie, le développement de maladies et l'arrivée de neige hâtive en périphérie ont occasionné des dommages aux cultures, particulièrement dans les céréales et protéagineuses, les pommes de terre, les cultures maraîchères et le maïs-grain.

### *2.1.3 Législation et règlements*

La Régie des assurances agricoles du Québec offre depuis la présente année un système collectif d'assurance des bleuets qui remplace le système individuel qui était déjà en place.

Par ailleurs, la Régie a procédé à la refonte du Règlement sur l'assurance des cultures de serre qui a pris effet le 1er janvier 1991. La protection couvre maintenant une production annuelle plutôt qu'une production par semis.

La Régie a effectué la révision annuelle des taux de cotisation, des prix unitaires de tous les programmes et les a actualisés lorsque cela s'est avéré nécessaire. De plus, elle a procédé à la modification de zones d'assurance dans les programmes d'assurance-récolte selon le système collectif; pour toutes les zones et tous les programmes, le rendement moyen annuel a été réévalué.

### *2.1.4 Mandats administratifs découlant d'ententes fédérales-provinciales*

L'année 1990 a marqué l'entrée en vigueur de la Loi fédérale sur l'assurance-récolte, telle que révisée en collaboration avec les provinces canadiennes.

La loi fédérale sur l'assurance-récolte assortit le paiement des contributions fédérales à de nouvelles normes concernant notamment le plafond de couverture auquel ont droit les producteurs, les mécanismes de fixation des prix par unité de production pour les contrats d'assurance-récolte et la mise en place de nouveaux programmes d'assurance.

Un nouvel accord-cadre, remplaçant celui de 1974 entre le Québec et le Canada, sera élaboré suite à ces modifications législatives. Cet accord précisera notamment les obligations respectives de chacun des partenaires et portera sur une période de cinq ans.

Également, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada signaient, en 1990, une entente confiant à la Régie des assurances agricoles du Québec l'administration et le règlement des programmes canadiens d'aide aux agriculteurs et aux éleveurs victimes de la sécheresse de 1988. L'administration de ces programmes vise à assurer le paiement des indemnités versées par le gouvernement fédéral pour compenser les pertes occasionnées par la sécheresse de l'année-récolte 1988. La période d'admissibilité à ce programme s'échelonne de 1989 à 1991 inclusivement.

Enfin, les travaux des divers comités fédéraux-provinciaux sur la sécurité du revenu pour les producteurs agricoles permettront la mise en place d'un programme national d'assurance du revenu brut. Ce régime qui allie la protection contre les aléas climatiques et les fluctuations de prix du marché, devrait être en vigueur pour l'année-récolte 1991. Les productions qui seront couvertes pour cette première année sont les céréales, le soya et le maïs-grain. Une période de transition est prévue afin de procéder aux modifications législatives pertinentes.

## 2.2 L'assurance-stabilisation

### *2.2.1 Présentation générale*

La Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles définit le cadre général des protections offertes aux producteurs agricoles en matière de stabilisation des revenus et elle en précise les principes directeurs. Elle est complétée par neuf régimes et règlements qui précisent les modalités contractuelles et opérationnelles relatives aux 15 productions couvertes par l'assurance-stabilisation. On trouvera à l'annexe V la liste des régimes et règlements d'assurance ainsi que les produits visés par chacun.

Chacun des régimes d'assurance-stabilisation repose sur la constitution d'un fonds d'assurance d'où sont tirées les compensations versées périodiquement aux producteurs. Les fonds d'assurance sont alimentés par le versement de primes constituées de la cotisation de l'assuré et d'une contribution du gouvernement

du Québec égale au double de la cotisation. Le montant de la cotisation annuelle par unité assurée (tête de bétail ou hectare) est établi en tenant compte de l'état du fonds et des perspectives de versement de compensations.

Pour l'année financière 1990-1991, 20 051 contrats d'assurance ont été souscrits, pour une valeur de la production assurée représentant 1,65 milliard de dollars. Les revenus provenant de la cotisation des assurés et de la contribution gouvernementale ont totalisé 209,5 millions de dollars. Les intérêts de 0,8 million de dollars imputés au fonds d'assurance-stabilisation et les paiements de compensations de 255,9 millions de dollars portaient le déficit accumulé à 226,2 millions de dollars au 31 mars 1991.

On trouvera au chapitre 5, le détail des encaissements de primes pour l'exercice 1990-1991 et l'annexe VI présente diverses statistiques portant sur les régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

### *2.2.2 L'économie agricole en 1990*

#### Situation générale

L'activité économique, tant québécoise que canadienne, a amorcé un ralentissement marqué au cours du deuxième semestre de 1990 amenant les taux de croissance du produit intérieur brut à se situer à près de 1 % pour toute l'année comparativement à environ 3 % l'année précédente. Cette période a été particulièrement difficile pour les entreprises exportant vers les États-Unis confrontées en plus à la progression du dollar canadien par rapport à celui de nos voisins.

Il faut par ailleurs remarquer qu'au niveau mondial, les négociations du GATT se sont soldées par une impasse en décembre 1990, impasse portant spécifiquement sur le niveau des subventions en agriculture. En résultante, le développement d'un libéralisme économique international, souhaité par une majorité de pays, n'a pu se réaliser.

Au Québec, malgré le ralentissement général, la croissance économique du secteur agricole a été relativement importante. D'une part, les recettes monétaires agricoles ont augmenté de 2 % passant à 3,7 milliards de dollars, pendant qu'elles chutaient de 3,6 % dans l'ensemble du Canada. D'autre part, le revenu net agricole québécois s'est accru de 3,5 % pour atteindre 1 milliard de dollars.

#### Situation par production

En 1990, le secteur du boeuf a connu une hausse des prix, la consommation et la production québécoise étant par contre à la baisse. On attribue l'accroissement des prix à l'augmentation des exportations vers les États-Unis. Dans le secteur du veau, la consommation québécoise en croissance ne fut pas suffisante pour permettre aux prix d'augmenter. À noter que 15 % des veaux produits au Québec se sont retrouvés sur les marchés d'exportation.

La production porcine canadienne a diminué de 5 % pendant que celle du Québec baissait de 3 %. Le Québec a maintenu son niveau d'exportation à environ 22 % de sa production. La légère baisse des exportations vers les États-Unis et le Japon a ainsi été compensée par l'augmentation, en particulier, vers l'Union Soviétique, la Pologne, le Mexique et le Brésil.

La production ovine a été marquée par une hausse des cheptels canadien et québécois accompagnée d'une baisse des prix. Malgré cette hausse, l'offre locale ne fournit que le quart de la consommation québécoise. La Nouvelle-Zélande et l'Australie approvisionnent principalement notre marché.

La production de pommes de terre a connu une baisse des prix dans la seconde moitié de 1990. Pendant ce temps, les producteurs québécois, encouragés par deux années de bons prix, ont augmenté leur production. Dans les autres provinces la production est demeurée plutôt stable.

Les productions mondiale, canadienne et québécoise de céréales se sont accrues alors que, de façon générale, la demande diminuait. La conséquence de cette situation a évidemment été une poursuite de la chute du prix des céréales. Fait à noter, la production québécoise aurait atteint en 1990 un niveau suffisant pour combler environ 80 % de la demande locale.

Pendant ce temps, la production d'oléagineux connaissait un sort beaucoup plus enviable, la hausse généralisée de la production étant accompagnée d'une augmentation encore plus importante de la consommation. En conséquence, les producteurs de soya du Québec ont pu bénéficier de l'évolution à la hausse des prix.

### *2.2.3 Législation et règlements*

En 1990-1991, les modifications réglementaires apportées aux différents régimes ont surtout concerné des ajustements d'ordre administratif portant entre autres sur la définition d'un nouveau modèle de coût de production pour le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de céréales, de maïs-grain et de soya et sur l'utilisation des données de l'enchère électronique pour la détermination du volume d'unités assurables au Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de veaux lourds, catégorie veaux de grain. De plus, les producteurs de la relève agricole ont pu bénéficier d'un rabais de cotisation.

### *2.2.4 Mandats administratifs découlant d'ententes fédérales-provinciales*

La Régie des assurances agricoles a continué d'administrer les programmes nationaux tripartites de stabilisation des prix des pommes et du porc. Soulignons que le gouvernement québécois contribue, à moyen terme, pour le tiers des compensations et ces dernières sont versées directement aux producteurs. La Régie a également été responsable de l'administration d'un versement provenant du gouvernement fédéral dans le cadre du Programme canadien de soutien des revenus des agriculteurs.

# Chapitre 3
# La structure administrative

## 3.1 La direction générale

La Direction générale est un terme générique qui regroupe les organes décisionnels intervenant sur les orientations de fond de l'organisme.

La Direction générale est constituée :

— du conseil d'administration;

— du Comité de gestion de la Régie;

— du Secrétariat général.

### *3.1.1 Le conseil d'administration*

Le conseil d'administration de la Régie est composé de régisseurs internes (président et vice-présidents) et de régisseurs externes. Sont de la compétence du conseil d'administration les pouvoirs attribués à la Régie par la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

Le conseil d'administration doit en ce sens édicter tous les règlements de la Régie, approuver les politiques générales et les grandes orientations, approuver les états financiers et le rapport annuel, ratifier les actes administratifs conformes posés par les directions de la Régie. Il doit également disposer des recours en révision formulés en vertu du Règlement sur les demandes de révision des décisions de la Régie et approuver la conclusion des accords concernant l'application des lois sur les assurances agricoles.

### *3.1.2 Le Comité de gestion*

Le Comité de gestion est constitué du directeur général, des directeurs généraux adjoints, du secrétaire général et du directeur aux opérations régionales.

Le Comité de gestion doit en substance pourvoir à la mise en oeuvre des décisions du conseil d'administration entre chacune de ses séances régulières, déterminer en collégialité les objectifs, orientations stratégiques et priorités d'action de la Régie et pourvoir à leur mise en oeuvre.

### *3.1.3 Le Secrétariat général*

Le Secrétariat général est, pour l'essentiel, un organe de support à la coordination de la Direction générale.

Il assure la préparation des assemblées du conseil d'administration et du Comité de gestion ainsi que le suivi des décisions qui s'y prennent. Il procède à la rédaction des procès-verbaux, à l'archivage des documents corporatifs, à la publication des documents officiels de la Régie et veille à la circulation horizontale et verticale de l'information au sein de la Régie.

Le Secrétariat général est responsable de différents dossiers qui portent sur l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, la Loi sur les archives, l'application de l'accord-cadre fédéral-provincial en assurance-récolte et la coordination des relations avec les organes de contrôle de l'activité gouvernementale.

## 3.2 Le Service de la gestion des fonds d'assurance

Le Service de la gestion des fonds d'assurance a pour mandat de gérer les fonds d'assurance-récolte et d'assurance-stabilisation, de même que les fonds inhérents à tout autre programme administré par la Régie afin de fournir à la direction un état du rendement des fonds d'assurance et de leur situation financière en accord avec les principes comptables généralement reconnus.

Les principaux services qu'il offre portent sur la comptabilisation et le contrôle des opérations financières reliées à la perception des cotisations et à l'indemnisation des risques.

## 3.3 Le Service juridique

Le Service juridique fournit à titre conseil, des avis et opinions juridiques sur toute question de droit qui se pose dans le cadre des activités de la Régie, notamment en droit administratif, en droit commercial, en droit civil et en droit réglementaire.

Il est structuré en fonction de trois grands secteurs d'activités de manière à couvrir toutes les facettes de l'expertise juridique au sein de l'organisme.

Le secteur des affaires administratives regroupe les demandes d'intervention formulées par la Direction générale de la Régie, les unités du siège social et les directions régionales. À ce niveau, sont traités les problèmes juridiques qui se posent dans le cadre de l'application concrète des programmes et régimes d'assurance actuellement en vigueur.

Le secteur des affaires judiciaires implique le traitement des dossiers référés devant les tribunaux judiciaires. Les litiges entendus réfèrent soit à des personnes qui vont en appel d'une décision en assurance-récolte ou soit à des actions en réclamation prises à l'encontre des décisions de la Régie en assurance-stabilisation.

Quant au champ réglementaire et législatif, il couvre une large part des activités de la Direction des services juridiques, notamment au niveau de la rédaction des actes réglementaires de l'assurance-récolte et de l'assurance-stabilisation.

### 3.4 La Direction des services à la gestion et aux personnes

Cette direction regroupe trois services : les Services aux ressources humaines, le Service du budget, des achats et de la rémunération, et le Service des communications.

#### *3.4.1 Le Service aux ressources humaines*

Le Service aux ressources humaines supporte les personnes dans leurs besoins d'information quant à leurs conditions de travail et à leur carrière, ainsi que dans leur démarche de développement au moyen d'activités de formation, d'ateliers et de consultations individuelles. Il conseille les gestionnaires dans l'évaluation des emplois, la sélection du personnel, la dotation des emplois, l'organisation du travail, la consolidation des équipes, la gestion des personnes, de la qualité et du changement et il assiste et supporte la Direction générale dans la définition et la mise en oeuvre des politiques de gestion des ressources humaines.

#### *3.4.2 Le Service du budget, des achats et de la rémunération*

Ce service supporte la Direction générale et les gestionnaires dans l'approche, la planification, l'allocation, le suivi et le contrôle budgétaire. Plus particulièrement, il assure la vérification comptable des dépenses administratives, la rémunération du personnel ainsi que l'application des avantages sociaux. L'unité procède à l'acquisition des biens et services en réponse aux besoins de l'entreprise et assure le service de messagerie tant pour la Régie que pour d'autres services gouvernementaux.

#### *3.4.3 Le Service des communications*

Ce service assure la diffusion de l'information relative à la Régie, à ses produits et services auprès des producteurs agricoles et organismes qui transigent avec l'entreprise. Il conseille et supporte également la Direction générale, les gestionnaires et le personnel dans la mise en oeuvre de communications internes efficaces.

### 3.5 La Direction de l'assurance-récolte

La Direction de l'assurance-récolte est responsable de la gestion du contenu des programmes d'assurance-récolte.

La direction comprend trois divisions traitant chacune de dossiers spécifiques. La division « programmes » effectue les études nécessaires aux modifications des règlements et procédures, coordonne les rencontres avec les représentants des producteurs agricoles et procède à l'étude des demandes de révision des dossiers d'indemnisation.

La division « études agro-économiques » procède aux analyses menant à la détermination des prix unitaires et à la tarification de chacun des programmes. Elle produit et met à jour les statistiques sur l'assurance-récolte et participe au suivi des relations fédérales-provinciales concernant les programmes d'assurance-récolte.

La division « analyses et expertises techniques » a pour mandat de valider, améliorer et rechercher les techniques et méthodologies d'évaluation requises dans les programmes d'assurance-récolte. Elle offre un support de formation et d'information sur les pratiques culturales et les critères agronomiques et climatiques des cultures.

### 3.6 La Direction de l'économie et du développement en assurance-stabilisation

La Direction de l'économie et du développement en assurance-stabilisation regroupe cinq divisions. Trois de ces divisions sont responsables des analyses sectorielles, soit les divisions porcine, végétale, et bovine et ovine. Une autre division s'occupe de l'analyse et de l'évaluation de programmes, pendant que la cinquième assume les opérations relatives aux enquêtes auprès des producteurs.

Les divisions responsables de l'analyse sectorielle s'occupent des prévisions de prix, du contrôle des paiements et de la compilation de différentes statistiques. De plus, elles collaborent à l'établissement des coûts de production, à la mise à jour des procédures administratives et à la refonte des régimes et de la réglementation. Tout comme les deux autres divisions, elles jouent un rôle de ressource auprès de plusieurs autres services internes de la Régie des assurances agricoles.

Pour sa part, la division de l'analyse et de l'évaluation de programmes a pour principaux mandats de procéder à une évaluation permanente du programme d'assurance-stabilisation, de travailler aux orientations générales de la direction et de faire des analyses des politiques et de leurs impacts. Elle voit également à l'établissement de la tarification pour les différents régimes et assume la gestion de l'information au sein de la direction.

La division des enquêtes a pour principal objectif de déterminer les prix moyens de vente de chacune des productions couvertes par l'assurance-stabilisation

et de prodéder à la vérification des éléments devant servir à la mise au point des coûts de production.

### 3.7 La Direction des ressources informationnelles

La Direction des ressources informationnelles a pour mandat d'offrir à la Régie de l'expertise et des services en informatique et bureautique. Pour ce faire, elle est organisée en deux unités : soit le service de développement ainsi que celui de traitement de l'information.

Le service de développement réalise les activités d'architecture, d'analyse des procédés de développement et d'entretien de système. Les principaux mandats du service au cours de l'année 1990-1991 ont été, outre les activités d'entretien et de mise à jour, la poursuite du développement des systèmes intégrés de gestion des assurances agricoles (SIGAA) et la réalisation d'un certain nombre de systèmes d'appoint permettant de répondre aux besoins opérationnels de l'organisation.

Par ailleurs, le service du traitement de l'information gère le système informatique central et le support aux clientèles internes. Au cours de la présente année, il a procédé à la mise en place d'une équipe de gestion du système, à la consolidation de l'équipe de support bureautique, tout en poursuivant les activités régulières d'exploitation de la Direction des ressources informationnelles.

### 3.8 La Direction des opérations régionales

La Direction des opérations régionales assure la responsabilité de l'application régionale des programmes d'assurance-récolte et des régimes d'assurance-stabilisation et contribue à l'actualisation de ces programmes et régimes offerts aux producteurs agricoles du Québec.

Afin de réaliser ses objectifs, la Direction compte sur le Service de support aux opérations ainsi que sur les directions régionales.

Le Service de support aux opérations régionales agit à titre d'agent facilitateur de l'intégration des changements et de l'application des programmes et régimes, et participe avec les vice-présidences à l'assurance-récolte et à l'assurance-stabilisation à l'actualisation des programmes et régimes.

Les directions régionales ont pour mandat de dispenser aux assurés de leur région les services d'analyse et d'évaluation requis et pertinents aux couvertures d'assurance et aux dommages encourus. Ils collaborent, avec les services concernés, à l'actualisation des programmes, régimes et façons de faire en vigueur.

Les dossiers majeurs concernent actuellement la mise en place dans chaque unité administrative de la direction d'un projet qualité afin de concrétiser la démarche de l'entreprise, la structuration des emplois et la conversion des postes; la décentralisation du budget; le développement et le support au système informatique S.I.G.A.A.; la responsabilisation des intervenants régionaux en regard du contrôle des dossiers.

# Chapitre 4
# L'émergence d'un projet d'entreprise

L'organisme s'engageait en 1989 dans une démarche permanente d'amélioration de la qualité de ses services. Un premier bilan de la démarche de qualité a été réalisé au cours de la présente année et a confirmé l'adhésion du personnel à ce projet d'entreprise. Cette première année de mise en oeuvre du projet a permis de manière individuelle et collective, l'appropriation des valeurs fondamentales de l'organisme soit l'équité et la transparence, la cohérence d'action, la responsabilisation, l'association et la complicité des personnes et l'esprit d'entreprise.

## 4.1 Les cinq axes de développement

La démarche permanente d'amélioration de la qualité s'est concrétisée à travers cinq axes de développement.

### *4.1.1 Une préoccupation centrale : le client*

La préoccupation de la Régie à l'égard de sa clientèle s'est concrétisée par l'identification des cibles prioritaires de qualité du service à la clientèle, par la conception de supports informatiques mieux adaptés et par la création d'outils de gestion permettant un meilleur suivi des dossiers des clients.

### *4.1.2 Des programmes d'assurance adaptés aux besoins qui évoluent*

Afin d'assurer une meilleure adaptation des programmes d'assurance aux besoins de la clientèle, l'organisme a mis en place des tables de concertation réunissant le personnel des directions régionales et des unités centrales. Ces groupes de travail ont permis l'amélioration des produits d'assurance par la recherche de solutions aux problématiques identifiées.

### *4.1.3 La participation du personnel : une nécessité de gestion*

Convaincus que la performance des assurances agricoles repose d'abord sur la performance de son personnel, la Régie a favorisé la concrétisation des conditions les plus favorables à l'implication des personnes dans la gestion des affaires de l'organisation. Pour ce faire, elle a procédé au cours de la dernière année à la réorganisation du travail dans les directions régionales pour une responsabilisation accrue et un contrôle décentralisé des opérations. Elle a encouragé la mise en place de structures participatives tels le Comité de gestion, le Groupe d'appui à la démarche qualité, les comités de relations professionnelles, les tables de concertation, le Comité d'évaluation de programmes. Par ailleurs, elle a consenti à un effort de formation accrue et à la démocratisation des moyens de communication interne qui favorisent la transparence et permettent une association effective des membres du personnel dans la gestion des affaires de l'organisation.

### *4.1.4 Initiatives et pratiques d'innovation*

La Régie a pu assister en cours d'année au développement de « l'entrepreneurship » local. De nombreux projets de vigie et d'innovation ont été retenus, lesquels ont permis d'améliorer les façons de faire. La mise en oeuvre de ces projets a favorisé des échanges inter-régionaux et inter-services stimulant du même coup la coopération entre les équipes de travail.

### *4.1.5 Des projets d'équipe dans la construction d'un projet d'entreprise*

Le projet d'entreprise se veut décentralisé à l'échelle des équipes de travail, c'est-à-dire qu'il revient à ces équipes de définir leurs propres projets dans le cadre de ces grandes orientations selon leurs diagnostics et leurs priorités. Plusieurs unités administratives ont effectué des diagnostics portant sur leurs pratiques de gestion et ont procédé à l'élaboration de plans d'action portant sur l'amélioration de la qualité.

Les résultats obtenus dans le cadre du projet d'entreprise permettent de conclure à l'impact positif de cette démarche. Afin de mieux appuyer la réalisation des axes d'intervention privilégiés dans le cadre de ce projet, la Régie a initié le développement d'un plan triennal d'orientations stratégiques pour la période 1992-1995.

# Chapitre 5
# États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1991

## Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan cumulé des fonds d'assurance administrés par la Régie des assurances agricoles du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du déficit de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds d'assurance administrés par la Régie au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de leurs opérations pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 30 août 1991

## Régie des assurances agricoles du Québec

### Fonds d'assurance

### Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 1991

| | 1991 | 1990 |
|---|---|---|
| **Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| **Revenus** | | |
| Cotisations des assurés | 68 609 079 $ | 62 700 730 $ |
| Contribution du gouvernement du Québec | 137 218 158 | 125 401 460 |
| Contribution spéciale du gouvernement du Québec (note 3) | 3 635 800 | 3 479 000 |
| | 209 463 037 | 191 581 190 |
| **Dépenses** | | |
| Compensations aux assurés | 255 931 698 | 192 895 165 |
| Frais d'administration (note 4) | 5 955 076 | 2 760 990 |
| Intérêts sur emprunt | 804 938 | 4 255 098 |
| | 262 691 712 | 199 911 253 |
| Moins : Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec | 5 955 076 | 2 760 990 |
| | 256 736 636 | 197 150 263 |
| **Excédent des dépenses sur les revenus** | (47 273 599) | (5 569 073) |
| **Fonds d'assurance-récolte** | | |
| **Revenus** | | |
| Cotisations des assurés | 21 808 592 | 19 751 178 |
| Contribution du gouvernement du Québec | 21 808 592 | 19 751 178 |
| Contribution spéciale du gouvernement du Québec (note 3) | 74 200 | 71 000 |
| | 43 691 384 | 39 573 356 |
| Intérêts sur dépôts | 5 980 599 | 3 885 749 |
| | 49 671 983 | 43 459 105 |
| **Dépenses** | | |
| Indemnités et compensations | 29 993 264 | 28 182 986 |
| Frais d'administration (note 4) | 13 070 725 | 15 645 600 |
| | 43 063 989 | 43 828 586 |
| Moins : Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec | 13 070 725 | 15 645 600 |
| | 29 993 264 | 28 182 986 |
| **Excédent des revenus sur les dépenses** | 19 678 719 | 15 276 119 |
| **Excédent des dépenses sur les revenus des fonds d'assurance** | **(27 594 880)$** | **9 707 046 $** |

## Régie des assurances agricoles du Québec

### Fonds d'assurance

### Déficit
### de l'exercice terminé le 31 mars 1991

| | 1991 | 1990 |
|---|---|---|
| **Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| Déficit au début | 178 887 003 $ | 173 317 930 $ |
| Excédent des dépenses sur les revenus | (47 273 599) | (5 569 073) |
| Déficit à la fin | 226 160 602 | 178 887 003 |
| **Fonds d'assurance-récolte** | | |
| Excédent (déficit) au début | 14 888 120 | (387 999) |
| Excédent des revenus sur les dépenses | 19 678 719 | 15 276 119 |
| Excédent à la fin | 34 566 839 | 14 888 120 |
| **Déficit à la fin des fonds d'assurance** | **191 593 763 $** | **163 998 883 $** |

## Régie des assurances agricoles du Québec

### Fonds d'assurance

### Bilan cumulé au 31 mars 1991

| | 1991 | 1990 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Contribution du gouvernement du Québec à recevoir et courue | 6 652 076 $ | 7 343 129 $ |
| Débiteurs et intérêts courus | 3 164 216 | 2 041 028 |
| Avances aux assurés (note 5) | 50 076 140 | 46 105 644 |
| | **59 892 432 $** | **55 489 801 $** |
| **Passif** | | |
| Chèques en circulation moins encaisse | 2 630 860 $ | 1 119 959 $ |
| Emprunt bancaire | 30 000 000 | — |
| Créditeurs et frais courus | 1 188 953 | 484 934 |
| Provision pour indemnités et compensations aux assurés | 73 775 063 | 96 468 729 |
| Cotisations et contribution non gagnées | 143 891 319 | 121 415 062 |
| | 251 486 195 | 219 488 684 |
| **Déficit** | | |
| Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles – déficit (note 6) | 226 160 602 | 178 887 003 |
| Fonds d'assurance-récolte – (excédent) (note 7) | (34 566 839) | (14 888 120) |
| Déficit des fonds d'assurance | 191 593 763 | 163 998 883 |
| | **59 892 432 $** | **55 489 801 $** |

## Régie des assurances agricoles du Québec

## Fonds d'assurance

## Notes complémentaires
## 31 mars 1991

### *1. Constitution, objet et financement*

La Régie des assurances agricoles du Québec, corporation au sens du Code civil, constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre A-30 et modifications), a pour objet d'administrer l'assurance-récolte et les régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles prescrits par le Gouvernement.

#### Régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles

Les régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles ont pour but de garantir aux producteurs un revenu annuel net positif. Les cotisations des assurés aux régimes et la contribution du Gouvernement égale au double des cotisations alimentent un fonds d'assurance qui doit permettre à long terme le paiement aux assurés des compensations auxquelles ils ont droit.

Lorsque les ressources du fonds sont insuffisantes pour le paiement des compensations, le ministre des Finances est autorisé à faire à la Régie, à même le Fonds consolidé du revenu, des avances pour parfaire tels paiements. Ces avances sont remboursables aux conditions fixées par le Gouvernement.

La Régie peut, au moyen d'un emprunt, parfaire le paiement des compensations en vertu du régime d'assurance-stabilisation des revenus agricoles. Elle peut céder en garantie de cet emprunt tout ou partie des cotisations qu'elle perçoit et des contributions que lui verse le Gouvernement. Le Gouvernement détermine le montant, le taux d'intérêt, les conditions et les modalités d'un emprunt ainsi que les conditions d'une cession des cotisations et des contributions notamment quant à la signification de cette cession. Le Gouvernement peut aussi garantir un emprunt fait par la Régie.

#### Assurance-récolte

L'assurance-récolte garantit aux producteurs agricoles un rendement minimum de leurs cultures moyennant des cotisations. Les cotisations des assurés et une contribution du même montant de la part du Gouvernement doivent servir à constituer un fonds d'assurance, qui à long terme, permettra de payer des indemnités et compensations garanties par contrat.

Lorsque les ressources du fonds sont insuffisantes pour le paiement des indemnités et compensations, le ministre des Finances est autorisé à faire à la Régie, à même le Fonds consolidé du revenu, des avances pour parfaire tels paiements. Ces avances sont remboursables aux conditions fixées par le Gouvernement.

### *2. Conventions comptables*

Les états financiers de la Régie ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Le bilan cumulé comprend le bilan du fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles et du fonds d'assurance-récolte.

#### Cotisations, contribution et compensations aux assurés

Les cotisations et la contribution aux régimes sont comptabilisées comme revenus dans l'exercice au cours duquel se termine, et ce pour chaque régime, l'année d'assurance et/ou la période de fixation des prix utilisés pour la compensation.

#### Avances aux assurés

Les avances aux assurés représentent une tranche de compensation versée aux producteurs à titre d'acompte avant la fin de l'année d'assurance ou de la période de fixation des prix. Cette mesure est appliquée lorsque l'écart entre le prix garanti par la Régie et le prix du marché le justifie et qu'il est évident qu'un écart se maintiendra jusqu'à l'échéance de l'année d'assurance ou de la période de fixation des prix.

#### Frais d'administration

Pour fins de présentation des états financiers, les frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec sont répartis entre les fonds d'assurance.

Le coût des avantages sociaux ainsi que celui de certains services de soutien, défrayés à même les crédits de différents ministères et organismes du Gouvernement ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses des fonds d'assurance.

Le coût des acquisitions du matériel et de l'équipement est imputé aux frais d'administration.

### *3. Contribution spéciale du gouvernement du Québec*

À la suite d'une autorisation du gouvernement du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec doit verser à la Régie, au cours des exercices 1989 à 1993, une contribution annuelle spéciale de 2 900 000 $ représentant le cinquième du total des déficits accumulés au 31 mars 1988, aux fonds d'assurance-récolte et d'assurance-stabilisation des revenus agricoles dans la production de betteraves sucrières. Cette contribution est majorée des intérêts courus et se compose comme suit :

| | 1991 | 1990 |
|---|---|---|
| Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles | 3 635 800 $ | 3 479 000 $ |
| Fonds d'assurance-récolte | 74 200 | 71 000 |
| | **3 710 000 $** | **3 550 000 $** |

### *4. Frais d'administration*

| | 1991 | 1990 |
|---|---|---|
| **Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| Traitements, salaires, allocations et autres rémunérations | 2 449 581 $ | 1 064 850 $ |
| Services de transport et de communication | 357 683 | 181 894 |
| Services professionnels, administratifs et autres | 2 407 367 | 1 233 538 |
| Entretien et réparations | 89 332 | 14 257 |
| Loyers | 376 612 | 150 344 |
| Fournitures et approvisionnements | 117 650 | 60 388 |
| Matériel et équipement | 147 475 | 51 336 |
| Autres dépenses | 9 376 | 4 383 |
| | **5 955 076 $** | **2 760 990 $** |
| **Fonds d'assurance-récolte** | | |
| Traitements, salaires, allocations et autres rémunérations | 5 376 555 $ | 6 034 150 $ |
| Services de transport et de communication | 785 074 | 1 030 730 |
| Services professionnels, administratifs et autres | 5 283 898 | 6 990 047 |
| Entretien et réparations | 196 075 | 80 792 |
| Loyers | 826 623 | 851 947 |
| Fournitures et approvisionnements | 258 230 | 342 196 |
| Matériel et équipement | 323 692 | 290 904 |
| Autres dépenses | 20 578 | 24 834 |
| | **13 070 725 $** | **15 645 600 $** |

### *5. Avances aux assurés*

| | 1991 | 1990 |
|---|---|---|
| **Régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles** | | |
| Producteurs de céréales, de maïs-grain et de soya | 34 980 512 $ | 46 105 644 $ |
| Producteurs de pommes de terre | 7 577 579 | — |
| Producteurs de porcelets | 7 518 049 | — |
| | **50 076 140 $** | **46 105 644 $** |

## *6. Continuité par régime du fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles*

| | Solde (déficitaire) au 31 mars 1990 | Cotisations | Contributions | Compensations aux assurés pour les années d'assurance | | Répartion des intérêts sur emprunt | Solde (déficitaire) au 31 mars 1991 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Courantes | Antérieures | | |
| **Régime des producteurs de** | | | | | | | |
| Veaux d'embouche | (25 085 016) $ | 14 942 392 $ | 29 884 784 $ | 46 677 164 $ | (14 731) $ | (597 345) $ | (26 322 928) $ |
| Bouvillons et bovins d'abattage | (12 978 675) | 6 310 824 | 12 621 648 | 19 005 328 | (1 619) | (43 477) | (13 006 435) |
| Veaux lourds | (65 632) | 3 733 450 | 7 466 900 | 10 842 646 | (186 285) | (390 514) | 868 871 |
| Porcelets | 26 886 439 | 782 614 | 1 565 228 | 4 582 481 | (32 451) | (3 009 192) | 27 693 443 |
| Porcs à l'engraissement | (42 634 214) | 6 217 869 | 12 435 738 | 45 907 061 | 613 069 | 3 353 803 | (73 854 540) |
| Agneaux | (5 679 815) | 1 847 068 | 3 694 136 | 6 041 829 | 56 439 | 165 755 | (6 402 634) |
| Pommes de terre | (18 387 575) | 2 659 443 | 5 318 886 | — | — | 1 164 000 | (11 573 246) |
| Céréales, maïs-grain et soya | (90 910 950) | 32 115 419 | 64 230 838 | 122 119 135 | 321 762 | (708 153) | (116 297 437) |
| Betteraves sucrières | (10 031 565) | — | 3 635 800 | — | (130) | 870 061 | (7 265 696) |
| | **(178 887 003) $** | **68 609 079 $** | **140 853 958 $** | **255 175 644 $** | **756 054 $** | **804 938 $** | **(226 160 602) $** |

| Régime | Année d'assurance courante |
|---|---|
| Veaux d'embouche | 1990 |
| Bouvillons et bovins d'abattage | 1990 |
| Veaux lourds | 1990 |
| Porcelets | 1989 |
| Porcs à l'engraissement | 1990 |
| Agneaux | 1990 |
| Pommes de terre | 1989 |
| Céréales, maïs-grain et soya | 1989 |

## *7. Continuité par catégorie de culture du fonds d'assurance-récolte*

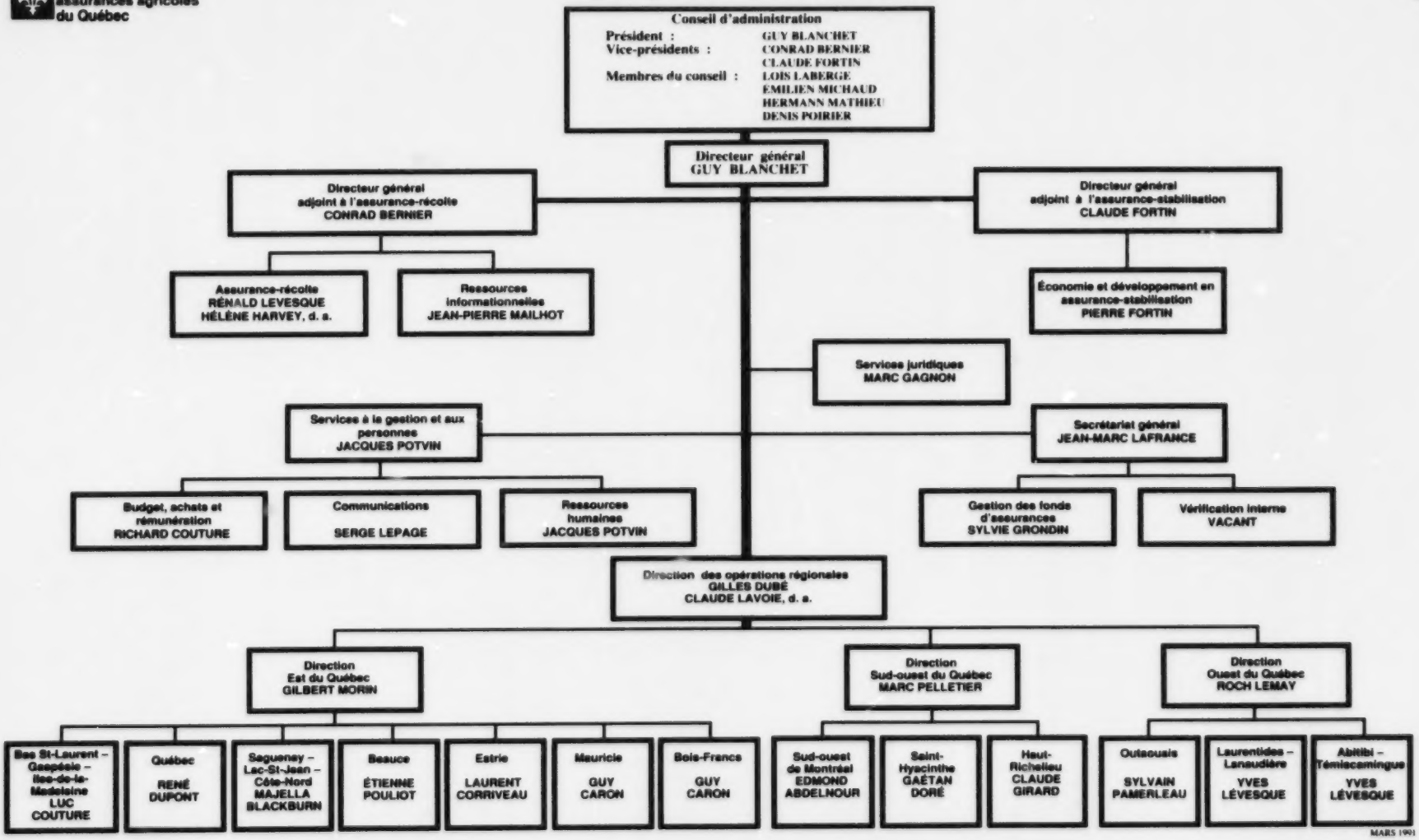
| | Solde (déficitaire) au 31 mars 1990 | Année d'assurance 1990 | | | Années d'assurance antérieures-indemnités et compensations | Répartition des intérêts sur dépôts | Solde (déficitaire) au 31 mars 1991 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Cotisations | Contributions | Indemnités et compensations | | | |
| **Systèmes collectifs** | | | | | | | |
| Céréales | (1 228 598) $ | 845 758 $ | 845 758 $ | 860 340 $ | (5 984) $ | 20 239 $ | (371 199) $ |
| Maïs fourrager | 2 084 357 | 151 616 | 151 616 | 267 410 | — | 307 443 | 2 427 622 |
| Foin | 5 073 717 | 5 030 787 | 5 030 787 | 4 154 495 | 3 894 | 1 707 524 | 12 684 426 |
| Maïs-grain | (1 690 815) | 707 377 | 707 377 | 138 307 | — | (66 022) | (480 390) |
| Miel | (335 797) | 110 903 | 110 903 | 14 507 | 734 | (19 397) | (148 629) |
| **Systèmes individuels** | | | | | | | |
| **Grandes cultures** | | | | | | | |
| Céréales | 3 937 607 | — | — | — | 5 984 | 521 712 | 4 453 335 |
| Maïs fourrager | 2 479 833 | — | — | — | — | 328 844 | 2 808 677 |
| Foin | 4 159 681 | — | — | — | — | 551 604 | 4 711 285 |
| **Cultures commerciales** | | | | | | | |
| Céréales commerciales | (1 265 251) | 1 940 635 | 1 940 635 | 2 404 668 | 25 700 | 188 825 | 374 476 |
| Céréales d'automne | (1 837 524) | 510 369 | 510 369 | 2 288 103 | — | (275 049) | (3 379 938) |
| Céréales de semence | 587 673 | 3 957 | 3 957 | 1 188 | — | 78 754 | 673 153 |
| Légumineuses | (499 710) | 587 874 | 587 874 | 1 998 661 | — | (90 976) | (1 413 599) |
| Maïs-grain | 12 923 891 | 4 523 104 | 4 523 104 | 4 442 240 | 44 321 | 2 596 716 | 20 080 254 |
| **Cultures fruitières** | | | | | | | |
| Bleuets | (122 218) | 91 112 | 91 112 | 22 302 | — | 822 | 38 526 |
| Fraises | (1 798 309) | 385 991 | 385 991 | 549 139 | — | (150 463) | (1 725 929) |
| Framboises | (328 845) | 60 323 | 60 323 | 194 485 | — | (32 862) | (435 546) |
| Pommiers nains et semi-nains | 858 549 | 64 283 | 64 283 | 131 267 | — | 126 433 | 982 281 |
| Pommes (classées) | (6 684 019) | 1 607 362 | 1 607 362 | 3 954 409 | (304 498) | (530 123) | (7 649 329) |
| Pommes (non classées) | (277 241) | 85 669 | 85 669 | 198 255 | — | (13 935) | (318 093) |
| **Cultures industrielles** | | | | | | | |
| Betteraves sucrières | (179 600) | — | 74 200 | — | — | (14 767) | (120 167) |
| Haricots jaunes | 591 534 | 46 804 | 46 804 | 136 028 | — | 80 388 | 629 502 |
| Haricots verts | 46 830 | 47 185 | 47 185 | 74 433 | — | 9 518 | 76 285 |
| Maïs sucré | 276 488 | 161 409 | 161 409 | 273 243 | — | 58 072 | 384 135 |

## 7. *Continuité par catégorie de culture du fonds d'assurance-récolte* (suite)

| | Solde (déficitaire) au 31 mars 1990 | Année d'assurance 1990 | | | Années d'assurance antérieures-indemnités et compensations | Répartition des intérêts sur dépôts | Solde (déficitaire) au 31 mars 1991 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Cotisations | Contributions | Indemnités et compensations | | | |
| **Cultures industrielles** (suite) | | | | | | | |
| Pois verts non ridés | 388 461 | 170 667 | 170 667 | 318 746 | — | 76 556 | 487 605 |
| Pois verts ridés | 1 083 046 | 137 066 | 137 066 | 256 094 | — | 161 239 | 1 262 323 |
| Tabac à cigare et à pipe | 305 925 | 3 629 | 3 629 | 2 963 | — | 41 495 | 351 715 |
| Tabac jaune | 7 798 193 | 446 262 | 446 262 | 661 615 | 30 000 | 1 113 968 | 9 113 070 |
| **Cultures de serres** | | | | | | | |
| Concombres | (37 746) | 8 122 | 8 122 | 3 953 | — | (3 347) | (28 802) |
| Laitue | (6 409) | 86 | 86 | — | — | (609) | (6 846) |
| Tomates | 23 845 | 26 082 | 26 082 | 37 774 | — | 6 157 | 44 392 |
| **Cultures maraîchères** | | | | | | | |
| Feuillus | (848 746) | 657 999 | 657 999 | 874 953 | 14 631 | 7 505 | (414 827) |
| Fruits | (734 704) | 292 329 | 292 329 | 345 687 | — | (44 966) | (540 699) |
| Racines | (2 136 337) | 763 588 | 763 588 | 1 495 621 | 17 961 | (134 904) | (2 257 647) |
| Vivaces | (14 772) | 13 933 | 13 933 | 41 758 | 5 494 | (1 112) | (35 270) |
| Pommes de terre | (5 825 296) | 1 947 559 | 1 947 559 | 3 063 414 | 64 228 | (452 641) | (5 510 461) |
| Divers | (1 879 573) | 378 752 | 378 752 | 884 741 | — | (172 042) | (2 178 852) |
| | **14 888 120 $** | **21 808 592 $** | **21 882 792 $** | **30 090 799 $** | **(97 535) $** | **5 980 599 $** | **34 566 839 $** |

Régie des assurances agricoles du Québec

# ORGANIGRAMME




MARS 1991

# Annexe II
# Variation de l'effectif

| Année | Variation de l'effectif<br>Emplois réguliers années-personnes autorisées | | Emplois occasionnels années-personnes utilisées | Emplois contractuels années-personnes totales autorisées | Effectifs années-personnes utilisées |
|---|---|---|---|---|---|
| 1982-1983 | 101 | | 13 | 110 | 210 |
| 1983-1984 | 99 | | 19 | 140 | 250 |
| 1984-1985 | 97 | | 28 | 174 | 295 |
| 1985-1986 | 95 | | 36 | 209 | 338 |
| 1986-1987 | 95 | (95*) | 32 | 198 | 325 |
| 1987-1988 | 133 | (108*) | 54 | 158 | 320 |
| 1988-1989 | 131 | (128*) | 59 | 184 | 371 |
| 1989-1990 | 128 | | 75 | 190 | 393 |
| 1990-1991 | 128 | (122*) | 82 | 181 | 385 |

* Années-personnes utilisées.

# Annexe III
# Liste des règlements d'assurance-récolte

| Règlements | Produits assurés |
|---|---|
| **Règlement** sur l'assurance des **betteraves sucrières** **(R.R.Q., c. A-30, r. 4)** | **Betteraves sucrières.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **bleuets** **R.R.Q., c. A-30, r. 5)** | **Bleuets.** |
| **Règlement** sur l'asurance des **céréales cultivées pour la semence** **(R.R.Q., c. A-30, r. 6)** | **Avoine, blé de printemps, orge.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **céréales d'automne de culture commerciale (c. A-30, r. 6.1)** | **Blé, orge, triticale.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **céréales et protéagineuses de culture commerciale** **(R.R.Q., c. A-30, r. 7)** | **Avoine, blé de printemps, orge, soya, sarrasin.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **cultures de serre** **(R.R.Q., c. A-30, r. 8)** | **Concombres, laitues, tomates.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **fraisières et framboisières** **(c. A-30, r.9.1)** | **Fraises et framboises.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **légumes de culture maraîchère (c. A-30, r.10.1)** | **a) Légumes racines : ail, betteraves, carottes, carottes de terre noire, échalotes, navets, oignons, oignons verts, oignonets, panais, poireaux, radis, rutabagas, salsifis.**<br>**b) Légumes feuillus : brocoli, céleri, choux, choux de Bruxelles, choux chinois, choux-fleurs, endives, épinards, fines herbes, laitues, persil.**<br>**c) Légumes fruits : aubergines, cerises de terre, citrouilles, concombres, concombres transplantés, piments, tomates, zucchinis, zucchinis transplantés, cornichons, courges, melons, melons transplantés.**<br>**d) Légumes divers : fèves blanches, fèves de soya, gourganes, haricots, maïs sucré, pois, sarrasin, féveroles.**<br>**e) Légumes vivaces : asperges, rhubarbe.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **légumes de transformation** **(R.R.Q., c. A-30, r. 11)** | **Haricots jaunes, haricots verts, maïs sucré, pois verts de type Alaska (non ridés), pois verts de types autres qu'Alaska (ridés).** |
| **Règlement** sur l'assurance des **légumineuses** **(R.R.Q., c. A-30, r. 12)** | **Légumineuses.** |
| **Règlement** sur l'assurance du **maïs-grain** **(R.R.Q., c. A-30, r. 13)** | **Maïs-grain.** |
| **Règlement** sur l'assurance du **maïs-grain de culture commerciale selon le système collectif** **(A-30, r. 13.1)** | **Maïs-grain.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **pommes** **(R.R.Q., c. A-30, r. 14)** | **Pommes, pommiers nains, semi-nains et standard.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **pommes de terre** **(R.R.Q., c. A-30, r. 15)** | **Pommes de terre.** |
| **Règlement** sur l'assurance des **récoltes de grande culture selon le système collectif et sur la délimitation de zones aux fins de l'établissement de ce système d'assurance** **(R.R.Q., c. A-30, r. 16)** | **Avoine, grains mélangés, blé, foin, maïs fourrager, orge.** |

## **Annexe III** (suite)
## Liste des règlements d'assurance-récolte

| Règlements | Produits assurés |
|---|---|
| **Règlement** sur l'assurance des **récoltes de grande culture selon le système individuel** **(R.R.Q., c. A-30, r. 17)** | **Avoine, grains mélangés, blé, foin, maïs fourrager, orge.** |
| **Règlement** sur l'assurance du **miel selon le système collectif** **(R.R.Q., c. A-30, r. 17.1)** | **Miel.** |
| **Règlement** sur l'assurance du **tabac à cigare et à pipe** **(R.R.Q., c. A-30, r. 18)** | **Tabac à cigare et à pipe.** |
| **Règlement** sur l'assurance du **tabac jaune** **(R.R.Q., c. A-30, r. 19)** | **Tabac jaune.** |

# Annexe IV
# Assurance-récolte : statistiques

| Programmes Assurance-récolte | Nombre de contrats 1990-1991 | Superficies assurées 1990-1991 (hectares) | Valeurs assurées 1990-1991 ($) |
|---|---|---|---|
| **Système collectif** | | | |
| Grandes cultures | 10 975 | 637 156 | 261 341 245 |
| — foin | 10 964 | 531 714 | 213 510 563 |
| — maïs fourrager | 1 774 | 15 714 | 15 076 870 |
| — orge | 3 445 | 50 646 | 20 047 490 |
| — blé, avoine et grains mélangés | 3 237 | 39 082 | 12 706 322 |
| Maïs-grain | 1 189 | 37 492 | 32 654 533 |
| Miel | 122 | 19 916 | 2 299 534 |
| **Système individuel** | | | |
| Céréales commerciales et protéagineuses | 3 130 | 98 314 | 46 195 634 |
| — blé | 1 109 | 28 214 | 13 935 575 |
| — orge | 1 645 | 40 090 | 17 917 213 |
| — avoine et grains mélangés | 720 | 16 614 | 5 785 344 |
| — soya | 675 | 11 770 | 8 225 060 |
| — sarrazin | 59 | 1 626 | 332 442 |
| Céréales d'automne | 479 | 8 850 | 5 334 399 |
| — blé | 476 | 8 807 | 5 317 386 |
| — orge | 0 | 0 | 0 |
| — autres | 3 | 43 | 17 013 |
| Céréales de semence | 4 | 256 | 105 570 |
| — blé | 0 | 0 | 0 |
| — orge | 1 | 29 | 13 500 |
| — avoine | 4 | 227 | 92 070 |
| Grandes cultures | 0 | 0 | 0 |
| — foin | 0 | 0 | 0 |
| — maïs fourrager | 0 | 0 | 0 |
| — céréales | 0 | 0 | 0 |
| Légumineuses | 1 305 | 17 648 | 6 420 902 |
| — « A » | 8 | 90 | 16 803 |
| — « C » | 1 297 | 17 558 | 6 404 099 |
| Maïs-grain | 2 412 | 152 753 | 141 752 492 |
| Bleuets | 60 | 6 794 | 1 015 523 |
| Fraises et framboises | 312 | 655 | 4 110 360 |
| — fraises | 261 | 555 | 3 628 662 |
| certifiées | 5 | 25 | 348 449 |
| implantation | 42 | 47 | 240 833 |
| 1re année | 179 | 298 | 1 967 695 |
| 2e année | 114 | 185 | 1 071 685 |

## Annexe IV (suite)
## Assurance-récolte : statistiques

| Programmes Assurance-récolte | Nombre de contrats 1990-1991 | Superficies assurées 1990-1991 (hectares) | Valeurs assurées 1990-1991 ($) |
|---|---|---|---|
| — framboises | 51 | 100 | 481 698 |
| certifiées | 0 | 0 | 0 |
| implantation | 11 | 11 | 53 627 |
| production | 47 | 89 | 428 071 |
| Pommes | 462 | 375 476 | 19 258 655 |
| — pommes «A» | 109 | 404 454 | 4 943 705 |
| — pommes «B» | 369 | 342 072 | 13 134 528 |
| — pommes «C» | 35 | 33 404 | 1 180 422 |
| Légumes de transformation | 427 | 9 487 | 7 787 397 |
| — haricots jaunes | 44 | 592 | 678 890 |
| — haricots verts | 58 | 818 | 865 702 |
| — maïs sucré | 251 | 4 166 | 2 939 139 |
| — pois non ridés | 149 | 2 036 | 1 667 234 |
| — pois ridés | 131 | 1 875 | 1 636 432 |
| Tabac à cigare et à pipe | 8 | 21 | 98 038 |
| Tabac jaune | 85 | 2 152 | 17 359 579 |
| Cultures de serre | 45 | 66 024 | 1 167 785 |
| — laitues | 1 | 412 | 4 314 |
| — concombres | 13 | 27 586 | 432 770 |
| — tomates | 36 | 38 026 | 730 701 |
| Légumes maraîchers | 904 | 18 475 | 40 832 364 |
| — A | 594 | 10 125 | 18 925 494 |
| — B | 304 | 8 304 | 21 643 592 |
| — C | 6 | 46 | 263 278 |
| — racines A | 139 | 3 287 | 8 127 991 |
| — racines B | 59 | 2 318 | 5 773 084 |
| — feuillus A | 134 | 1 720 | 5 270 019 |
| — feuillus B | 125 | 3 266 | 10 384 931 |
| — fruits A | 89 | 695 | 2 174 325 |
| — fruits B | 75 | 1 035 | 3 865 852 |
| — divers A | 222 | 4 376 | 3 261 461 |
| — divers B | 44 | 1 675 | 1 567 224 |
| — vivaces A | 10 | 47 | 91 698 |
| — vivaces B | 1 | 10 | 52 501 |
| — vivaces C | 6 | 46 | 263 278 |
| Pommes de terre | 265 | 12 913 | 31 570 786 |
| **Total assurance-récolte** | **22 184** | **1 002 966** | **619 304 796** |

# Annexe V
# Liste des règlements d'assurance-stabilisation

| Régimes | Produits assurés |
|---|---|
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs d'**agneaux**. **(R.R.Q., c. A-31, r.1)** | **Agneaux.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs d'**agneaux.** **(R.R.Q., c. A-31, r.2)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **betteraves sucrières.** **(R.R.Q., c. A-31, r.3)** | **Betteraves sucrières.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **betteraves sucrières**. **(R.R.Q., c. A-31, r.4)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **bouvillons et de bovins d'abattage**. **(R.R.Q., c. A-31, r.6.1)** | **Bouvillons et bovins d'abattage.** |
| **Règlement** d'application du Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **bouvillons et de bovins d'abattage**. **(R.R.Q., c. A-31, r.6.2)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **céréales, de maïs-grain et de soya**. **(R.R.Q., c. A-31, r.7.1)** | **Avoine, blé fourrager, un mélange de ces céréales, blé d'alimentation humaine, maïs-grain et soya.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **céréales, maïs-grain et de soya**. **(R.R.Q., c. A-31, r.8.2)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **pommes de terre**. **(R.R.Q., c. A-31, r.11)** | **Pommes de terre.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **pommes de terre**. **(R.R.Q, c. A-31, r.12)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **porcelets**. **(R.R.Q., c. A-31, r.13.1)** | **Porcelets.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **porcelets**. **(R.R.Q., c. A-31, r.14.1)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **porcs à l'engraissement**. **(R.R.Q., c. A-31, r.15.1)** | **Porcs à l'engraissement.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **porcs à l'engraissement**. **(R.R.Q., c. A-31, r.16.1)** | |

## Annexe V (suite)
## Liste des règlements en assurance-stabilisation

| Régimes | Produits assurés |
|---|---|
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **veaux d'embouche**. **(R.R.Q., c. A-31, r. 16.2.1)** | **Veaux d'embouche.** |
| **Règlement** sur le Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **veaux d'embouche**. **(R.R.Q., c. A-31, r.16.4)** | |
| **Régime** d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **veaux lourds**. **(R.R.Q., c. A-31, r.19)** | **Veaux de grain, veaux de lait.** |
| **Règlement** d'application du Régime d'assurance-stabilisation des revenus des producteurs de **veaux lourds**. **(R.R.Q., c. A-31, r.20)** | |

## Annexe VI
## Assurance-stabilisation des revenus agricoles : statistiques

| Régimes | Année d'assurance | Valeurs assurées (000 000 $) | Nombre d'unités assurées | Nombre de contrats |
|---|---|---|---|---|
| Veaux d'embouche | 1990 | **113,6** | **160 122** | 4 921 |
| Bouvillons et bovins | 1990 | **98,7** | **74 406** | 956 |
| Veaux lourds : | 1990 | **100,1** | **140 914** | 932 |
| — veaux de grain | | 35,8 | 59 627 | |
| — veaux de lait | | 64,2 | 81 287 | |
| Porcelets : | 1989 | **209,0** | **260 310** | 2 228 |
| — 15 à 240 truies | | 195,4 | 242 089 | |
| — 241 à 320 truies | | 9,4 | 12 259 | |
| — 321 à 400 truies | | 4,2 | 5 962 | |
| Porcs à l'engraissement : | 1990 | **629,9** | **4 437 980** | 1 654 |
| — 300 à 8 000 porcs | | 543,1 | 3 810 987 | |
| — 8 001 à 15 000 porcs | | 20,5 | 147 647 | |
| — 15 001 porcs et plus | | 65,6 | 479 346 | |
| Agneaux | 1990 | **12,2** | **62 831** | 396 |
| Pommes de terre | 1989 | **52,1** | **10 068** | 286 |
| Céréales/maïs-grain/soya : | 1989 | **435,7** | **459 764** | 8 678 |
| — blé fourrager | | 6,7 | 8 963 | |
| — blé consommation humaine | | 20,9 | 26 897 | |
| — orge | | 66,1 | 91 744 | |
| — avoine | | 34,2 | 56 779 | |
| — maïs-grain | | 294,5 | 258 805 | |
| — soya | | 13,4 | 16 575 | |
| **Total productions animales** | | **1 163,6** | | **11 087** |
| **Total productions végétales** | | **487,8** | | **8 964** |
| **Total** | | **1 651,4** | | **20 051** |

# Bureaux régionaux
# Régie des assurances agricoles du Québec

### Région : Bas St-Laurent – Gaspésie – Iles-de-la-Madeleine

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 337, rue Moreault<br>Rez-de-chaussée<br>Rimouski (Québec)<br>G5L 1P4<br>Tél. : (418) 722-3586 | Iles-de-la-Madeleine, Gaspé-est, Gaspé-ouest, Bonaventure, Matapédia, Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata |
| 401, rue Poiré<br>La Pocatière (Québec)<br>G0R 1Z0<br>Tél. : (418) 856-2577 | Kamouraska |

### Région : Québec

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 1281, boul. Charest Ouest<br>Québec (Québec)<br>G1N 2C9<br>Tél. : (418) 643-0880 | Charlevoix-est, Charlevoix-ouest, Montmorency 2, Montmorency 1, Québec, Portneuf, Lotbinière, Bellechasse, L'Islet, Lévis, Montmagny |

### Région : Beauce

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 788-A, av. du Palais<br>Saint-Joseph-de-Beauce<br>(Québec)<br>G0S 2V0<br>Tél. : (418) 397-6884 | Dorchester, Beauce, Frontenac, Mégantic |

### Région : Mauricie – Bois-francs

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 1717, boul. Louis-Fréchette<br>Nicolet (Québec)<br>J0G 1E0<br>Tél. : (819) 293-6991 | Nicolet, Arthabaska, Drummond, Yamaska |

### Région : Mauricie – Bois-francs (suite)

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 430, rue Saint-Laurent<br>Bureau 140<br>Cap-de-la-Madeleine<br>(Québec)<br>G8T 6H3<br>Tél. : (819) 371-6609 | Champlain, Laviolette, Saint-Maurice, Maskinongé |

### Région : Estrie

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 2100, rue King Ouest<br>Bureau 220<br>Sherbrooke (Québec)<br>J1J 2E8<br>Tél. : (819) 820-3393 | Compton, Wolfe, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Brôme, Shefford |

### Région : Saint-Hyacinthe

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 3100, boul. Laframboise<br>Bureau 202<br>Saint-Hyacinthe (Québec)<br>J2S 4Z4<br>Tél. : (514) 773-6619 | Bagot, Richelieu, Saint-Hyacinthe, Verchères |

### Région : Haut-Richelieu

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 875, 1re Rue<br>Bureau 102<br>Iberville (Québec)<br>J2X 3C7<br>Tél. : (514) 346-8780 | Rouville, Iberville, Missisquoi, Chambly, Saint-Jean |

### Région : Sud-ouest de Montréal

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 201, place Charles-Lemoyne<br>Bureau 6,02<br>Longueuil (Québec)<br>J4K 2T5<br>Tél. : (514) 873-2343 | Laprairie, Napierville, Huntingdon, Châteauguay, Beauharnois, Soulanges, Vaudreuil |

### Région : Outaouais

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 112, MacLaren Est<br>1er étage<br>Buckingham (Québec)<br>J8L 1K1<br>Tél. : (819) 986-1997 | Argenteuil, Papineau, Labelle, Gatineau, Hull, Pontiac |

### Région : Abitibi – Témiscamingue

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| Centre administratif<br>101, 3e Avenue Est<br>Rez-de-chaussée<br>Amos (Québec)<br>J9T 1E5<br>Tél. : (819) 727-9335 | Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Abitibi-ouest, Abitibi-est |

### Région : Laurentides – Lanaudière

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 100, rue Grenier<br>Bureau 102<br>Charlemagne (Québec)<br>J5Z 4C6<br>Tél. : (514) 581-7171 | Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Terrebonne, Ile-Jésus, Deux-Montagnes |

### Région : Saguenay – Lac-Saint-Jean – Côte-Nord

| Adresse | Comtés |
|---|---|
| 1671, du Pont Nord<br>Alma (Québec)<br>G8B 5G2<br>Tél. : (418) 662-6682 | Lac Saint-Jean-ouest, Lac Saint-Jean-est, Chicoutimi, Saguenay |

Composition typographique: Mono-Lino inc.

Achevé d'imprimer en novembre 1991
sur les presses de l'imprimerie
Laurentide Inc. à Loretteville

Imprimé sur papier
contenant 50 % de fibres recyclées
dont 10 % désencrées

ISBN 2-551-14941-X

90000

9 782551 149414

Imprimé au Québec (Canada)

2,00 $

Gouvernement du Québec
Régie des assurances
agricoles du Québec